Abidjan bascule dans la guerre civile

Les forces fidèles à Gbagbo ont tiré sur une foule de femmes, hier, faisant sept morts

- Et en Afrique, on dit quoi ? - Côte d'Ivoire - Elections présidentielles 2010 -

Libération - 04/03/2011 - Par Thomas Hofnung

Le conflit en Côte- d'Ivoire est entré dans une nouvelle phase : celle d'une lutte à mort entre le camp du président sortant, Laurent Gbagbo, et celui du président reconnu par la quasi-totalité de la communauté internationale, Alassane Ouattara.

Hier, un palier a été franchi à Abidjan quand des membres des forces de sécurité de Gbagbo ont ouvert le feu à la mitrailleuse lourde sur un rassemblement de femmes dans le quartier d'Abobo. Un bilan provisoire faisait état, hier soir, de sept tuées et d'un nombre indéterminé de blessés, certains dans la bousculade qui a suivi.

D'après une source sécuritaire, les auteurs de la tuerie circulaient à bord d'un 4x4 qui escortait deux ambulances. Des véhicules qui, affirment certains observateurs, serviraient parfois à transporter des armes. Le camp Gbagbo évoque un « accident » : les militaires impliqués craignaient la présence de rebelles infiltrés au milieu de la foule... de femmes.

« Dégage ». Depuis plusieurs jours, le camp d'Alassane Ouattara a décidé de jouer une nouvelle carte pour, semble-t-il, pousser Gbagbo à la faute. Hier matin, plusieurs milliers de femmes se sont rassemblées dans différents quartiers d'Abidjan aux cris de « Gbagbo dégage ! » ou « On veut pas Gbagbo ! » avec pour objectif de converger vers le quartier du Plateau, siège de la présidence et des principaux ministères. Mais un imposant dispositif de sécurité les en a empêchées.

Depuis une dizaine de jours, la violence est quotidienne en Côte-d'Ivoire. « Nous faisons face à une lutte pour le pouvoir entre deux camps. Il ne s'agit pas, d'un côté, de manifestations pacifiques contre, de l'autre, une force militaire. Les deux camps sont armés »,estime Choi Young-jin, le chef de la mission de l'ONU, joint hier par téléphone.

Hier, les Nations unies ont indiqué que 50 personnes ont été tuées en une semaine, dont 26 pour le seul secteur d'Abobo. Un bilan qui porte le nombre total de victimes dans le pays à 325 tués depuis l'élection présidentielle du 28 novembre. La semaine dernière, des échanges de tirs à l'arme lourde ont eu lieu dans ce quartier, provoquant des déplacements massifs de population : selon l'ONU, environ 200 000 personnes ont fui Abobo, près de 10% de la population locale. Un responsable des Nations unies s'est dit préoccupé par le fait que certains civils d'Abobo seraient empêchés de quitter le secteur par les forces qui défient les hommes de Gbagbo.

Asphyxie. Réagissant à la mort des manifestantes, Washington a dénoncé « la faillite morale » du président sortant, assurant qu'il était à cours de ressources. Depuis le début de la crise, Alassane Ouattara a officiellement opté pour la stratégie de l'asphyxie financière du régime. Laquelle commence à payer. De nombreuses banques ont récemment dû fermer leurs portes, faute de liquidités. Les distributeurs de billets ne sont plus approvisionnés. L'essence, mais aussi les médicaments, viennent à manquer. Toutefois, le régime Gbagbo a entamé le versement des salaires des fonctionnaires. « Ils sont au nombre de 200 000, va-t-il pouvoir tous les payer ? » s'interroge le représentant de l'ONU, Choi Young-jin.

Ce marasme nourrit l'exaspération de la population et radicalise les esprits de tous ceux qui veulent en découdre. Ces derniers jours, les Jeunes Patriotes pro-Gbagbo ont érigé de nombreux barrages à Abidjan, contrôlant les véhicules des Nations unies, et s'en prenant aussi aux Blancs. « Nous sommes en état d'alerte maximale », disait hier soir Choi.